

Reportage

Sénégal, coup de froid sur la basse-cour

Les excédents des poulets de batterie européens arrivent bradés sur le marché sénégalais. Une catastrophe pour tous. Du petit élevage à la production semi industrielle. Résultat : davantage de pauvreté.

En ce mercredi de la fin juillet, le marché forain de Diouroup, village situé à 140 km de Dakar, grouille de monde. À l'ombre d'un grand arbre, des centaines de poulets d'élevage traditionnel dits poulets du pays, attachés par groupes de cinq et laissés à terre, caquettent à n'en plus finir. Venue d'un village voisin, Khady Diouf, la quarantaine révolue, tient ses trois poulets qui se débattent à chaque fois qu'elle les soulève pour les montrer aux nombreux commerçants venus principalement de Dakar. Elle est au marché depuis plusieurs heures, mais ses poulets ne semblent guère attirer les clients. Fatiguée de se tenir debout, elle s'assied sur son panier. L'air triste, elle murmure : « *Où sont les acheteurs ? S'il n'y en a pas, ma journée risque d'être compromise, le déjeuner de mes enfants aussi* ».

Le cas de Khady Diouf n'est pas isolé. Beaucoup de femmes rurales viennent à Diouroup avec enfants sur le dos et paniers sur la tête remplis de poulets de plus de 1 kg, vendus entre 800 et 1 500 francs cfa. (100 francs cfa = 1 franc français). Mais les jours de marché sont maintenant vécus comme des moments d'angoisse. Parfois chefs de famille comme les hommes, ces femmes rurales voient ainsi leurs revenus de plus en plus hypothéqués par la mévente des poulets du pays dont on estime aujourd'hui à 13 millions le nombre de têtes au Sénégal. Khady se souvient : « *Il y a quinze ans, les commerçants venaient jusqu'à mon village pour s'approvisionner. Aujourd'hui, non seulement nous nous déplaçons jusqu'au marché, mais ils n'achètent plus.* » Ndèye Faye, sa voisine qui n'espère plus trouver d'acheteurs pour ses cinq poulets, tente de lui expliquer la situation : « *Ma fille qui étudie en ville m'a dit que là-bas, les gens achètent beaucoup maintenant les poulets France.* » La fille de Ndèye Faye a raison. Ces paysannes sur leur petit marché ressentent les effets d'une crise beaucoup plus profonde qui affecte toute l'aviculture sénégalaise depuis

que les importations de découpes de volailles européennes déferlent sur le pays.

Un véritable dumping

Depuis 2000, le Sénégal, comme les autres membres de l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain(1), a supprimé ses barrières douanières. Cette libéralisation a eu des effets néfastes sur l'économie de ces pays africains pas suffisamment préparés à la mondialisation, d'autant que les populations les plus vulnérables souffrent encore de la perte de pouvoir d'achat brutale qu'avait entraînée la dévaluation du Cfa en 1994 (sa valeur avait été divisée par deux). Alors même que cette mesure radicale était censée donner un avantage aux productions locales par rapport aux produits d'importation, l'ouverture des frontières permet en fait l'arrivée de biens de consommation courante vendus à prix cassés sur les marchés africains. Le poulet en est l'exemple type.

Près de 11 950 tonnes de viande de volaille congelée, expédiée en morceaux, ont ainsi été importées en 2003, contre 1 137 tonnes seulement en 1999. Plus de 70 % viennent d'Europe, vendues par des entreprises multinationales qui contrôlent les filières de A à Z, intensifient toujours plus leur production et délocalisent au Brésil ou en Thaïlande pour abaisser encore les coûts. Leur activité étant déjà rentabilisée sur le marché européen, elles bradent les sous-produits. Auprès des fabricants d'aliments pour animaux et, depuis que les règles du commerce international les ont obligés à ouvrir leurs frontières, dans les pays d'Afrique de l'Ouest.

Cette viande bon marché a permis aux « Goorgorlu » (le nom qu'on donne aux Sénégalais moyens) de s'accrocher à leur fameux plat de riz, surtout le yassa à base de poulet braisé et épicé. L'instauration de la journée continue dans le travail, mais aussi la perte de pouvoir d'achat née de la dévaluation du franc cfa ont poussé les gens à manger hors du cercle familial et à aller vers la restauration rapide, à l'origine de l'ouverture de nombreux fast-foods à l'africaine, où l'on sert à gogo des cuisses de poulets aux rondeurs flatteuses, mais grasses et sans saveur. Ces changements dans les habitudes alimentaires ont accru la consommation de viande de volaille importée. Même les hôtels qui s'approvisionnaient auprès des aviculteurs locaux, ont fini par s'y mettre. Mais les dégâts de ce véritable dumping se mesurent à l'oeil nu.

Une filière avicole avait commencé à se mettre en place au Sénégal, elle était même devenue l'une des plus importantes d'Afrique de l'Ouest. Depuis deux décennies, 30 milliards de francs cfa y ont été investis pour créer des installations modernes, des unités de poules, des couvoirs et des poulaillers. Des cabinets vétérinaires spécialisés s'étaient ouverts. Les aviculteurs avaient mis en place des formations techniques, des circuits de financement. En quelques années, plus de 30 000 emplois s'étaient créés. Le filon avait attiré pas mal d'éleveurs gérant de petites unités. Pour la plupart d'anciens fonctionnaires à la retraite, des immigrants rentrés d'Europe, de jeunes diplômés chômeurs ou des groupements de femmes. Tous à la recherche d'activités productives pour tirer leur épingle du jeu dans une économie où la pauvreté frappe 54 % des ménages.

Six années de chômage

Madame Ndèye Sylla, ancienne étudiante diplômée en économie, faisait partie de ce lot. En 1998, après plus de six années de chômage et de galère à Dakar, elle avait obtenu du Fonds suisse, un financement de 2,5 millions de francs cfa pour son projet d'unité d'élevage de poulets de chair. Devenue présidente de l'Association des femmes professionnelles de l'aviculture, créée au début de cette année, avec près d'une centaine de membres, elle se souvient, des beaux jours : *« C'était la manne qui tombait du ciel. Car, en plus de mes clients ordinaires à Dakar, il y avait plusieurs centaines d'employés d'une usine de pêche et d'autres sociétés qui s'étaient abonnés à mes poulets à l'approche des jours de fête, des poulets de 1,5 kg vendus à 2 500 F cfa l'unité. »* Mais en 2002, le choc : *« Plus de commandes ! »*. Et pour cause : au port de Dakar, des importateurs vendaient la caisse de 10 kg de cuisses de poulets à 9 000 francs cfa. Impossible de rivaliser.

À une échelle plus importante, Amadou Siré Sall, un ancien fonctionnaire à la retraite, avait injecté 25 millions de francs cfa dans un élevage de poulets. Le « poulet France » a eu raison de ses projets et s'il persiste, il ne peut que contempler amèrement les trois poulaillers qui remplacent la trentaine qui tournaient encore en 1998. L'envol d'une aviculture moderne locale avait inspiré des innovations. Alpha Amidou Bâ, jeune technicien formé en Tunisie, s'est lancé dans l'abattage de volailles avec sa machine de plumaison conçue à partir de matériaux locaux, capable

de traiter deux cents poulets à l'heure. « *Je plumais mille bêtes par jour.* » Avec une vingtaine d'aviculteurs, sa chaîne de distribution de poulets de chair approvisionne les hôtels et les supermarchés de Dakar. Mais aujourd'hui, le marasme dans le secteur a plumé aussi Alpha Amidou Bâ et sa fameuse machine ne tourne plus qu'à trente poulets par jour.

Des entrepreneurs ont même lancé une production de volailles sur le modèle agro-industriel. Ils ne sont pas davantage épargnés. Idrissa Kama, le directeur commercial du Complexe avicole de Mbao, une industrie avicole non loin de Dakar, est inquiet : « *Avec ces importations, tout le monde étouffe et perd en chiffres d'affaires : les industriels, les cabinets vétérinaires, les producteurs d'aliments devolailles, les distributeurs et les petits revendeurs.* » Fin juillet, à notre passage au Complexe avicole de Mbao, 6 000 poussins futurs pondeuses et 5 000 poulets de chair invendus devaient partir à la destruction. L'année dernière, 200 000 poussins avaient pourri dans les oeufs non éclos d'une des grosses sociétés qui dominaient la filière. Après moult condamnations de poussins et de poulets, plusieurs de ces entreprises ont finalement jeté l'éponge. Deux mille emplois ont ainsi été supprimés l'an passé. Selon le directeur national de l'élevage, Abdoulaye Bouna Niang, les importations ont réduit de 30 % l'activité avicole depuis l'instauration du nouveau tarif douanier.

Cette situation ne lèse pas tout le monde. Alors que le Sénégal exportait ses poulets de chair en Mauritanie et en Gambie, des caisses de morceaux congelés importés d'Europe, passent Vendus découpés et plumés, les morceaux de volaille importés se retrouvent partout. désormais clandestinement la frontière sénégalaise en provenance de ces deux pays. Dans des conditions d'hygiène douteuses et au terme d'une chaîne du froid pour le moins chaotique. Président de la Fédération des acteurs de la filière avicole de Dakar, la Fafa, Ousmane Lô dénonce cette situation ainsi que l'inactivisme de l'État face à ces importations tous azimuts.

« *Si l'État se fait des millions de devises sur ces importations de poulets, il nous en fait perdre autant, nous, aviculteurs sénégalais* », commente d'un air rageur Mor Gueye, un ancien immigré d'Italie, devenu maintenant porte-parole des aviculteurs de Thiaroye. Comme la plupart des femmes de son association qui avaient parié sur l'aviculture, Ndèye Sylla déplore : « *En signant partout des accords sur les règles des échanges mondiaux, l'État nous rend plus vulnérables. S'il ne nous*

protège pas, on ne sortira pas de la pauvreté et de la faim dont on parle tant et qui sont des défis qu'il faut relever en gagnant soi-même sa vie. »

Madieng Seck et Malado Dembelé

(Jade-Sénégal)

(1) Uemoa : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée- Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Des paysans mobilisés

Depuis le début des années 90, l'État se désengage du secteur agricole, sous la pression des Institutions financières internationales, et le président Wade nourrit des rêves d'agriculture industrielle à des années lumière des réalités rurales. Comme dans les autres secteurs, les aviculteurs sénégalais se sont organisés pour engager des négociations avec l'État afin de faire face aux menaces qui pèsent sur la filière. C'est ainsi qu'est née en juin 2004 l'Union nationale des acteurs de la filière avicole (Unafa) qui rallie les aviculteurs des onze régions du pays.

« Nous ne voulons pas être des porteurs de pancartes, mais nous sommes prêts à rencontrer l'État et lui fournir des arguments pour qu'il défende notre filière au niveau de l'Uemoa(1) et de l'Omc ». Idrissa Kama, directeur commercial au Complexe avicole de Mbao, non loin de Dakar, président de l'Unafa, veut mobiliser les aviculteurs autour de deux problèmes majeurs.

Un problème de santé publique

D'abord trouver dans le cadre de l'Uemoa et au niveau national, des moyens de protection, même s'il n'y a pas de valeur de référence sur la volaille et s'il est donc impossible de lui fixer un prix sur le marché international. Au Sénégal, le gouvernement a laissé trop d'amateurs s'engager dans l'aviculture, le marché est saturé. *« Certains vendeurs n'ont même pas les papiers que nous exigent les*

services d'élevage pour exercer ce métier, tels le registre de commerce, le certificat de visite médicale et de contre-visite... », s'insurge Abdou Diagne, à la tête de l'Association des commerçants de produits avicoles.

Par ailleurs, l'hygiène et la sécurité sanitaire sur les importations de viande de volaille sont devenues un véritable problème de santé publique. Sur cette épineuse question, l'Unafa, tout comme d'ailleurs la Fafa, demande à l'État d'exiger une traçabilité sur ces poulets et cuisses importés. Autrement dit, le consommateur doit disposer de toutes les informations nécessaires sur ces denrées alimentaires depuis la ferme en Europe jusqu'à son bol de yassa en passant par les conditionnements et les normes de stockage au port ou à l'aéroport de Dakar. Ces mêmes normes d'hygiène et de traçabilité ne sont-elles pas du reste imposées par l'Union européenne pour les aliments venant d'Afrique ?

Les aviculteurs appellent donc l'État à assurer un rôle de régulation dans cette filière importante pour l'économie locale et à obtenir une diminution des importations. Mais il faut aussi compter avec les importateurs sénégalais et leur faire comprendre que cette viande de volaille, même venant d'Europe, n'est pas toujours de qualité. Des arguments qu'ils rejettent, notamment ceux affiliés à l'Union nationale des commerçants et industriels du Sénégal. Selon eux, les Sénégalais achètent cette viande pour sa qualité et non pour son faible prix. Même déterminés à défendre leurs poulets, Abdou Diagne et ses collègues sont conscients qu'il va être difficile de rallier ses compatriotes sur cette question des importations.

M. S.